

Introduction

Les 14 et 15 mars 2018, à l'Université Laval, à Québec, la Chaire d'enseignement et de recherche interethniques et interculturels (CERII) et le Centre de recherches Cultures-Arts-Sociétés (CELAT) ont organisé un colloque international intitulé « L'islam en/dans tous ses états ». Réunissant des politologues, des sociologues, des spécialistes de l'analyse des discours, des ethnologues, des anthropologues et des islamologues venus du Canada, de Belgique, des États-Unis, de France, du Sénégal et des Pays-Bas, ce colloque avait l'ambition de discuter de la problématique de la radicalisation qui s'était imposée, déjà à l'époque, comme une question de recherche centrale dans les sciences humaines, surtout depuis l'avènement de l'État islamique (EI) en Syrie et la multiplication des attentats en Occident en 2014. Dès lors, de nombreuses recherches ont été effectuées pour expliquer un phénomène aux racines complexes et aux manifestations multiples.

Cependant, la recherche sur la question, qui fut très active entre 2015 et 2020, semble s'essouffler. La littérature sur la radicalisation islamique donne ainsi l'impression que « tout a été dit sur le sujet », car les chercheurs se seraient engagés dans une « quête sans fin des causes de la violence ». Ce constat est amplifié par le fait que les différents revers militaires qu'a pu connaître l'État islamique, et par ricochet l'affaiblissement de sa capacité de nuisance et de mobilisation en Occident, ont conduit un certain nombre de chercheurs à se détourner de cette question de recherche.

Pour autant, la menace jihadiste existe toujours, en dépit du déclin de l'État islamique et de son démantèlement. Pour preuve, les différents attentats qui ont eu lieu en France et en Suisse ces deux dernières années. C'est en partant de ce constat que nous avons voulu réunir les contributions réalisées lors de ce colloque de 2018. Force est de constater que, trois après notre symposium, le sujet est toujours d'actualité et mérite de continuer de faire l'objet d'une réflexion à la fois empirique et théorique. Bien que ces articles aient été écrits avant le déclin de l'État islamique, ils conservent néanmoins leur pertinence. Loin d'être dépassés, ces articles sont toujours d'actualité et contribuent à donner une « perspective heuristique » aux phénomènes de violence islamique, trop souvent tributaires d'analyses réalisées à chaud.

C'est ainsi que ces contributions font état de la réflexion universitaire de façon distanciée sur un sujet qui, malheureusement, fait trop souvent l'objet de débats passionnés, idéologiquement orientés. Une telle situation empêche de penser le jihadisme et la radicalisation avec objectivité et avec un certain détachement par rapport aux filtres cognitifs qui peuvent biaiser l'analyse.

Le 20 octobre 2014, Martin Couture-Rouleau, converti à l'islam depuis son adolescence, fonce en voiture sur plusieurs militaires, provoquant la mort de Patrick Vincent à Saint-Jean-sur-Richelieu. Quatre jours plus tard, Michaël Zehaf-Bibeau fait la une de tous les médias du Canada. Il est à l'origine de la fusillade du Parlement d'Ottawa et a provoqué la mort d'un militaire, le caporal Nathan Cirillo, avant que les forces de sécurité ne l'abattent. Ces deux attentats, commis à quelques jours d'intervalle, sont d'autant plus intenses que c'est la première fois que le Canada est touché sur son territoire par de la violence islamiste, contrairement à son voisin étatsunien qui a «l'habitude» d'être victime du jihadisme, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001.

De fait, les itinéraires de Martin Couture-Rouleau et de Michaël Zehaf-Bibeau ne sont pas exceptionnels. En effet, ces attentats sont loin d'être les seules manifestations du jihadisme touchant une partie de la jeunesse canadienne, puisque depuis la création de l'État islamique et son appel des musulmans à venir le rejoindre, ce sont plus d'une centaine de Canadiens d'origines diverses qui ont décidé de partir pour la Syrie. Ils incarnent de manière exemplaire le parcours de nombreux jeunes de la même génération, issus de l'immigration musulmane, qui ont décidé «d'entrer dans le dîn»¹. Ces engagements à haut risque (pour reprendre l'expression de Doug MacAdam) au nom de l'islam ont connu un réel écho auprès des jeunes issus de l'immigration musulmane, en dépit de tentatives des gouvernements de lutter contre leur expansion. En outre, les différents départs pour la Syrie et l'Irak pour rejoindre des phalanges jihadistes, dont l'État islamique et le Front al-Nosra, inquiètent les chancelleries occidentales, surtout depuis que des attentats revendiqués par ces organisations ont eu lieu sur leurs territoires. Depuis 2011, près de 5000 combattants européens auraient intégré des organisations jihadistes².

-
1. Expression souvent utilisée par les personnes de la deuxième génération musulmane pour signifier leur passage à la pratique quotidienne de l'islam.
 2. Olivier Roy, *Le Djihad et la mort*, Paris, Le Seuil, 2016; Stéphane Leman-Langlois et Jean-Paul Brodeur (dir.), *Terrorisme et antiterrorisme au Canada*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2009.

Sur l'ensemble des effectifs européens, ceux en provenance de France et de Belgique sont les plus nombreux. En effet, selon les estimations du ministère de la Justice français datant de juin 2018, il y aurait eu 730 départs en direction de la Syrie et de l'Irak ; entre 300 à 500 y seraient décédés et 261 seraient revenus. Bruxelles évalue, quant à elle, le nombre de jihadistes belges partis pour l'Irak ou la Syrie à 629, dont 122 retours. Près d'un tiers des effectifs de jihadistes européens provenaient de zones francophones (France et Belgique). Cette surreprésentation a même fait l'objet d'analyses de deux chercheurs américains, William McCants et Christopher Meserole, qui ont tenté de trouver dans la francophonie l'élément explicatif de la radicalisation violente. Pour eux, sur les cinq pays qui ont connu le plus grand nombre de départs, quatre sont liés à la francophonie (France, Belgique, Tunisie et Liban). Selon ces chercheurs, l'explication de cette spécificité est à rechercher dans la « culture politique française ». Parce que cette culture serait plus incisive en matière de gestion religieuse en bannissant les signes religieux dans l'espace scolaire, elle provoquerait des frustrations à l'origine de la radicalisation³.

Comment expliquer la radicalisation islamique ? Quels sont les ressorts de cette forme de mobilisation ? Comment et pourquoi cette forme d'islam fondée sur l'idée de la lutte et du jihad arrive-t-elle à faire sens pour des jeunes musulmans nés et scolarisés au Canada et en Occident, et dont beaucoup sont des convertis ? Comment l'installation bruyante de l'islam en Occident arrive-t-elle à susciter des réactions violentes de la part de groupes d'extrême-droite qui peuvent aller jusqu'à commettre des attentats meurtriers contre des lieux de culte musulmans ?

Pour répondre à toutes ces interrogations, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001, les études académiques se sont multipliées pour tenter d'expliquer le « durcissement du renouveau islamique »⁴. C'est ainsi que le concept de radicalisation s'est imposé comme le concept phare dans le monde universitaire pour appréhender les problématiques liées à des dynamiques de rupture et de violence aussi bien politiques que religieuses. Si 3 % des recherches scientifiques sur le terrorisme font référence à ce terme

3. William McCants et Christopher Meserole, « The French Connection. Explaining the Sunni Militancy Around the World », *Foreign Affairs*, 24 mars 2016.

4. Wael Saleh et Patrice Brodeur, *L'islam politique à l'ère du post-printemps arabe. Sommes-nous entrés dans l'ère du nécro-islamisme ?* Paris, L'Harmattan, 2017 ; Martin Geoffroy et Ali G. Dizboni, « Mort et fanatisme », *Frontières*, UQAM, vol. 31, n° 1, 2019 ; Séraphin Alava, Divina Frau-Meigs et Ghayda Hassan, « Comment qualifier les relations entre les médias sociaux et les processus de radicalisation menant à la violence », *Quaderni*, n° 95, hiver 2017-2018.

entre 1980 et 1999, 77 % l'utilisent à partir de 2006⁵. Si ce terme s'est imposé, c'est qu'il a réussi à convaincre nombre de chercheurs travaillant sur la violence des vertus épistémologiques du concept. S'inspirant de l'interactionnisme symbolique d'Howard Becker, cette approche se fonde sur une analyse processuelle de la dynamique. Face à l'impossibilité de cerner les causes profondes de la violence et devant la difficulté à en expliquer les raisons, c'est désormais ses formes qui sont interrogées (le comment).

C'est pourquoi il est, depuis quelques années, utilisé régulièrement dans le champ politique pour désigner les phénomènes de violence politique, même si le terme radicalisation est ancien. Depuis les attentats de New York en 2001, l'assassinat de Théo Van Gogh en 2004 aux Pays-Bas et l'attaque du métro de Londres en 2005, cette notion de radicalisation devient saillante, à tel point que le mot a remplacé celui de terrorisme. Pourquoi un tel changement terminologique ? L'explication vient du fait qu'avec le terme radicalisation, l'emphase est mise sur la dimension processuelle d'un phénomène. Il s'agit ainsi pour reprendre la formule de Peter R. Neumann, d'observer ce qui se passe « avant que la bombe explose » (*what goes on before the bomb goes off*)⁶.

Or l'usage du terme radicalisation plutôt que ceux de violence politique ou de terrorisme revêt une difficulté puisqu'il introduit plus de confusion que de clarté. En effet, certains chercheurs soulignent les limites heuristiques du concept en affirmant qu'en insistant sur la dimension processuelle de la violence islamique, on crée confusion et amalgame car on ne réussit pas à distinguer une radicalisation violente d'une pratique religieuse rigoriste. C'est pourquoi nous retiendrons la définition de Farhad Khosrokhavar et de Gérald Bronner qui qualifient la radicalisation de « dynamique entre deux radicalités » : l'idéologie et la volonté de sa mise en œuvre⁷. Une action violente sans idéologie (la délinquance par exemple) n'est pas de la radicalisation, pas plus qu'une idéologie extrémiste sans action violente (certaines formes d'intégrisme religieux par exemple)⁸.

-
- 5. Xavier Crettiez, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, p. 709-727 ; voir également Benjamin Ducol, *Devenir djihadiste à l'heure du Web*, thèse de science politique sous la direction d'Aurélie Campana, Université Laval, 2014.
 - 6. Cité par Valérie Amiraux, en ligne (http://lescegeps.com/enjeux/linterculturel/ce_que_la_radicalisation_nous_fait).
 - 7. Farhad Khosrokhavar, *La radicalisation*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2015 ; Gérald Bronner, *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël, 2009.
 - 8. *Ibid.*

Cette double dimension se retrouve dans la littérature scientifique qui définit la radicalisation à partir d'une articulation entre une idéologie extrémiste et une action violente plus ou moins organisée⁹.

Si les chercheurs s'accordent sur le contenu à donner au concept de radicalisation compte tenu de son caractère pluriel (d'extrême-droite¹⁰, d'extrême-gauche ou encore islamique), ils ne s'entendent pas sur les cadres théoriques pour expliquer la radicalisation, qu'elle soit religieuse ou politique¹¹. Pour s'en convaincre, il suffit de renvoyer le lecteur aux différentes controverses scientifiques qui ont animé le débat dans le champ de la recherche francophone, notamment française. Notre propos n'est pas de trancher sur la validité scientifique de telle ou telle approche. Dans cet ouvrage, nous ambitionnons de proposer des approches «alternatives» qui n'ont pas toujours été relayées dans les médias. Dans un contexte où le Québec et le Canada ont été victimes de la montée de la radicalisation religieuse et violente, il est urgent de mettre à la disposition du public un livre de synthèse et de clarification rendant compte de la réalité polymorphe et multifactorielle de la radicalisation islamique¹². Parce qu'il a pour ambition d'éviter les amalgames, les erreurs d'analyses et les faux-semblants, cet ouvrage se propose d'éclaircir, d'expliquer et d'analyser la radicalisation islamique à travers les principales questions que l'on a l'habitude de se poser au sujet de la violence islamique.

Pour comprendre la violence islamique contemporaine, il est important de lui donner une profondeur historique. C'est ce que tente de faire Mouloud Haddad en nous plongeant dans les ressorts du *jihâd* contre les colons français fraîchement implantés en Algérie. Puisant à la fois dans le soufisme et l'eschatologie musulmanes, l'auteur qualifie de mystique cette forme de *jihâd*.

-
9. Khosrokhavar, *La radicalisation*, *op. cit.*
 10. Samuel Tanner et Aurélie Campana, *The Process of Radicalization: Right-Wing Skinheads in Canada*, TSAS Research Report, RB, 2019.
 11. Benjamin Ducol et Aurélie Campana, «Rethinking Terrorist Safe Havens: Beyond the State-Centric Approach», *Civil Wars*, vol. 13, n° 4, 2011, p. 396-413; Victorine Michalon-Brodeur, Élise Bourgeois-Guérin, Judith Mary Cénat et Cécile Rousseau, «Le rôle de l'école face à la radicalisation violente : risques et bénéfices d'une approche sécuritaire», *Éducation et francophonie*, vol. 46, n° 2, p. 230-248.
 12. Lorsque nous utiliserons le concept de radicalisation violente, nous nous fonderons sur la définition de Farhat Khosrokhavar dans son ouvrage *Radicalisation* (*op. cit.*). Celui-ci la définit comme «un processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel».

Maryam Benraad propose une lecture du jihadisme contemporain. Elle estime que c'est la vengeance qui se trouve au cœur de cette dynamique jihadiste contemporaine. Sa trame est particulièrement attrayante car elle suit à la lettre la partition binaire du monde développée par les jihadistes. Ainsi, un conflit oppose diamétralement le militant à ses ennemis et cela progresse dans une surenchère de la violence qui culmine dans le désastre final, l'attentat. Au-delà de leurs revers militaires, il est probable que les mouvements jihadistes continueront sur le long cours de faire de la vengeance un thème moteur de leur cause politique. Comme le démontre cet article, la dimension dramaturgique du phénomène, qui a inspiré une majorité des actes terroristes ayant frappé ici et là au cours des deux dernières décennies, ne saurait être sous-estimée. Elle peut en effet fournir des grilles de lecture et de compréhension inédites quant aux logiques de sensibilisation, de persuasion et d'embrigadement jihadistes.

Bien souvent, cette émotion prend sa source dans le sentiment de discrimination religieuse : l'islamophobie. C'est pourquoi, Khadiyatoulah Fall et Mouhamed Abdallah Ly nous introduisent dans une perspective de recherche également peu explorée. À partir des conflits, des tiraillements de sens autour de l'expression « islamophobie » dans un corpus de presse écrite, ils analysent les perceptions de l'islam et de l'altérité musulmane dans un contexte où la minorité musulmane polarise le débat public après avoir été victime d'un attentat terroriste dans la Mosquée de Québec de la part d'un jeune radicalisé non musulman, sympathisant du groupe majoritaire francophone et influencé par l'idéologie de l'extrême-droite.

À rebours des lectures culturalistes présentant les préceptes de l'islam comme l'explication cardinale des processus de radicalisation islamique, Chérif Ferjani nous propose de lire ces dynamiques à l'aune des facteurs économiques, sociaux et politiques. Pour l'auteur, ces violences faites au nom de l'islam se manifestent sous les contours d'une révolution conservatrice. En nous décrivant les différentes formes d'idéologisation de l'islam et les ressorts discursifs des différentes mobilisations islam(iques) et (istes), il nous montre que celles-ci ont en commun d'être la conséquence d'une néolibéralisation du monde, entretenant des formes d'inégalités dans les pays du Sud qui alimenteraient frustration et ressentiment : deux éléments qui constituent le « combustible social » de la radicalisation islamique.

S'appuyant sur une réflexion d'ordre philosophique, le chapitre de Mounia Aït Kabboura tente de rendre compte que la création de l'État islamique en Irak et en Syrie est perçue par les « militants du jihad » comme l'avènement de la victoire de la nation musulmane sur les injustices qui

lui ont été faites. Elle estime que l'utopie sur laquelle se fonde l'État islamique s'appuie sur une « identité close ».

Alors que le salafisme est souvent considéré comme une idéologie en rupture avec les valeurs dominantes des sociétés occidentales, Sami Zegnani apporte nuance et précision sur cette assertion. À partir d'une enquête de terrain réalisée en France et en Belgique, il tente de rendre compte des motivations à l'œuvre dans le processus d'engagement dans la mouvance salafiste. Cette dynamique que l'auteur assimile à une forme de « conversion » se caractérise certes par une volonté de rupture avec l'ordre social mais elle porte surtout le désir d'obtenir des ressources positives dans ses interactions sociales. Le salafisme est dès lors appréhendé comme un moyen de gérer son entrée dans l'âge adulte. Cet article dont un premier développement, sous le titre « Les carrières des jeunes salafis des quartiers populaires: entre radicalité et conformisme », est déjà paru dans *Agora débats/jeunesses*, numéro 80, en 2018, est d'autant plus intéressant qu'il permet d'établir une distinction entre orthopraxie, radicalisation religieuse et radicalisation violente, notions souvent confondues.

Prolongeant la réflexion de Zegnani sur le salafisme, Mohamed-Ali Adraoui propose une lecture originale de cette tendance de l'islam en affirmant que les racines de la violence islamique ne sont pas à rechercher dans celle-ci. À rebours des lectures dominantes qui considèrent que le salafisme constitue le combustible du jihadisme, il estime qu'il ne constitue plus la matrice à partir de laquelle peut s'exprimer la radicalisation violente. Affirmant qu'il existe un processus d'autonomisation du jihadisme par rapport au salafisme, il rend compte, à partir d'un terrain réalisé en France, notamment dans les prisons, de l'absence de porosité entre ces deux courants de l'islam. Ainsi, il apparaît de plus en plus fondé de penser la question d'éventuelles porosités sociales, voire idéologiques, entre salafisme quiétiste et jihadisme en termes d'autonomisation du second par rapport au premier. Une véritable mutation du radicalisme violent semble s'opérer de manière à laisser voir des trajectoires violentes et leurs justifications de plus en plus déconnectées d'un univers fondamentaliste traditionnel.

Dans son chapitre, Haoues Seniguer revient sur les différents débats francophones portant sur la radicalisation et sur la place de la religion dans les processus de radicalisation violente. Si responsabilité religieuse il y a dans la violence islamique, elle est avant tout imputable à ce que l'auteur nomme l'hégémonisme religieux. Par ce terme, il entend l'ensemble des discours et productions littéraires affirmant le caractère totalisant de l'islam et la nécessité que celui-ci, parce qu'il constituerait le salut pour l'humanité, devrait « s'imposer » aux autres.

Dans sa contribution, Elyamine Settoul dresse un état des lieux des interactions entre l'émergence du Covid-19 et diverses formes d'engagement radical. Il s'agit plus précisément de mettre en lumière les effets de cette crise sanitaire sur les processus de radicalisation tels qu'ils s'expriment dans plusieurs courants idéologiques. Il se focalise non seulement sur les incidences de la pandémie sur les groupes jihadistes, d'ultra droite et d'ultra gauche, mais également sur les positionnements et les registres interprétatifs que ces derniers mobilisent afin de justifier leurs perceptions du monde et renforcer leur stratégie de polarisation sociale.

Moussa Khédimellah propose une déconstruction des concepts habituellement utilisés (violence, radicalisation, islamisme...) et, à partir des terrains explorés, avance une modélisation innovante et hybride de l'adhésion à des causes extrémistes menant à la violence ; il s'interroge également sur les enjeux symboliques de l'adhésion au jihad contre l'Ouest. Cet aspect symbolique et culturel est largement sous-analysé dans ce marché des idéologies extrémistes de « confrontation à l'Occident coalisé » largement mythifié et reconstruit à la sauce du clash des civilisations de Huntington.

Samir Amghar propose un article sur un aspect de la radicalisation qui reste encore trop peu exploré : celui de la sortie de la violence islamique. Il reprend la réflexion dans un article paru dans la *Revue du MAUSS* en 2017, « Quitter la violence islamique. Retour sur le phénomène de désaffiliation jihadiste ». Il défend l'idée que les processus de démobilisation sont avant tout le produit de ce qu'il nomme le « désenchantement jihadiste ». Ce phénomène se caractérise par un décalage cognitif entre les désirs individuels des personnes qui s'engagent dans les organisations jihadistes et leurs possibilités de réalisation. Ce désenchantement se nourrit également d'une réflexion plus personnelle sur le jihadisme et sur une meilleure connaissance de ses impacts à l'extérieur du groupe.